New Nouveau
Brunswick
Be...in this place • Être...ici on le peut

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Les diplômés des collèges professionnels travaillent pour la plupart dans leur domaine d'études

Montréal, le 26 mars 2009 – Entre six et neuf mois après leur diplomation, la plupart des étudiants qui poursuivent leurs études postsecondaires dans un collège privé d'enseignement professionnel (CPEP) exercent un métier relié à leur domaine d'études. Le Sondage auprès des étudiants des collèges privés d'enseignement professionnel canadiens démontre qu'entre six et neuf mois après avoir terminé leurs études, 60 % de ces étudiants avaient trouvé un emploi tandis que 19 % d'entre eux travaillaient à temps partiel. Parmi les étudiants interviewés, huit sur dix ont dit que le métier qu'ils exerçaient était très lié (55 %) ou assez lié (25 %) à leur formation. Les deux tiers de ces diplômés ont dit qu'ils étaient très satisfaits (36 %) ou assez satisfaits (30 %) de leur CPEP. Dix pour cent étaient sans emploi et cherchaient du travail.

C'est ce qui ressort d'un sondage effectué auprès de 4 065 étudiants inscrits dans un CPEP. Le sondage, commandé conjointement par la Fondation canadienne des bourses du millénaire et Ressources humaines et Développement des compétences Canada, est la première étude faite sur les étudiants fréquentant des collèges professionnels. La recherche a été confiée à R. A. Malatest & Associates Ltd., qui l'a menée à bien grâce à la collaboration de l'Association nationale des collèges de carrière.

Le rapport de la Phase III, qui est rendu public aujourd'hui, indique que six à neuf mois après avoir terminé leurs études, les diplômés gagnent en moyenne 26 727 $ par année. Toutefois, deux diplômés sur trois qui ont emprunté de l'argent pour financer leurs études craignent d'être incapables de rembourser leurs dettes. Les lauréats qui ont emprunté plus de 20 000 $ sont parmi ceux qui en doutent le plus.

On peut consulter le rapport de la Phase III de même que ceux des Phases I et II à l'adresse suivante : www.boursesmillenaire.ca/fr/research/AllPublications.asp . Ces données ont été recueillies avant le début de la présente conjoncture économique.

La Phase II du sondage montrait que la plupart des étudiants des CPEP sont plus âgés, leur âge moyen étant de 29 ans, et qu'ils dépendent davantage de l'aide financière de l'État. Soixante-douze pour cent de ces étudiants sont des femmes. Ces étudiants recherchent des formations d'une durée de sept à douze mois qui les prépareront à faire carrière dans un domaine précis.

Le but principal de ce sondage (la première étude approfondie sur les étudiants des collèges professionnels) était de comprendre le milieu socio-économique de ces étudiants, de déterminer pourquoi ils choisissaient des établissements privés et d'évaluer leur situation une fois leurs études terminées, ainsi que le taux de satisfaction des étudiants face aux services offerts.

Pour plus de renseignements sur le Sondage, communiquez avec : Jaime Frederick, Conseiller en communication (Recherche), Fondation canadienne des bourses du millénaire, 514 284-7240 / jfrederick@bm-ms.org

Numéro 4 Vol. 6
Avril 2009

Dans ce numéro:

- *Les diplômés des collèges professionnels travaillent pour la plupart dans leur domaine d'études*
- *Aperçu de la situation économique en avril 2009 : Le virus de la récession se propage rapidement*
- *Statistiques de la population active (mars 2009)*

Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT)
du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail
C.P. 6000, 470, rue York
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Téléphone : (506) 457-4859 Télécopieur : (506) 453-3780
http://www.gnb.ca/travail

New Nouveau Brunswick
Be...in this place • Être...ici on le peut

Au cœur de la récession

Note de conjoncture canadienne, résumé du Conference Board du Canada, printemps 2009.

En dépit d'une intervention draconienne, le gouvernement des États Unis, le Trésor et la Réserve fédérale n'ont pas encore réussi à redresser les marchés financiers. Les emplois continuent de fondre comme neige au soleil aux États Unis, ce qui n'aide pas à raviver la confiance des consommateurs, et l'économie mondiale fait maintenant les frais de la baisse des dépenses des foyers américains. Les plus récents indices révèlent que pour la première fois depuis plus de 60 ans, on assistera en 2009 à une baisse des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Cette baisse aura un effet multiplicateur qui anéantira même les économies les plus puissantes. Bien que la croissance reste positive dans les principaux pays en développement, tels que la Chine ou l'Inde, elle ne suffira pas à compenser le déclin aux États Unis, dans la majeure partie de l'Europe de l'Ouest et au Japon.

Un secteur bancaire relativement sain et une bonne situation financière n'ont pas suffit pour que l'économie canadienne échappe à la récession. Selon Statistique Canada, l'économie est tombée au quatrième trimestre de 2008 au taux annuel de 3,4 %, déclin trimestriel le plus important depuis la récession de 1990-1991. D'autant plus que les prévisions pour la première moitié de 2009 sont lamentables. On prévoit la baisse des demandes des exportations, des biens de consommation, de logement et d'investissements privés. La générosité des gouvernements qui dépensent de façon considérable pour tenter de stimuler l'économie constitue la seule lueur d'espoir. (Les importantes dépenses publiques causant d'importants déficits à court terme sont toutefois accompagnées d'une facture salée). Le profond déclin au premier semestre de 2009 nous force à revoir nos prévisions à la baisse. Dorénavant, nous prévoyons une baisse du PIB réel de 1,7 % en 2009, baisse plus importante que le 0,5 % prévu dans notre précédente *Note de conjoncture canadienne*. Alors que l'économie canadienne cherche encore à se stabiliser, la récession aux États-Unis est à un stade bien plus avancé, l'économie y montre des signes de reprise sur certains plans. La construction résidentielle, par exemple, a atteint des niveaux bien inférieurs aux besoins de la population. Selon certaines estimations, c'est également le cas des ventes de véhicules. La construction résidentielle et les ventes d'automobiles constituent une grande partie de nos exportations vers les États-Unis. Toutefois, même si nous ne pensons pas que ces deux secteurs puissent tomber plus bas, une véritable relance de l'économie demeure d'importance capitale pour la conjoncture. Selon ces prévisions, la croissance de l'économie américaine devrait reprendre doucement au second semestre de 2009, puis retrouver son dynamisme en 2010. Il semblerait que la plus modeste croissance aux États-Unis suffirait à stabiliser l'économie du Canada et à accroître le PIB réel de 2,5 % en 2010.

Ce cycle économique aura permis d'évaluer le degré d'interdépendance des marchés financiers et des économies du monde. Les inquiétudes au sujet de la durabilité de l'économie américaine face à l'augmentation des échanges commerciaux et des déséquilibres financiers s'étaient multipliées depuis 2003, au moment où les prix de l'énergie ont pris leur envol. Même pendant la flambée des prix du pétrole, la croissance était soutenue aux Etats-Unis, notamment grâce à la volonté du reste du monde d'acheter des obligations du Trésor américain et d'aider à financer le double déficit croissant des États-Unis. De plus, les dépenses des foyers américains, pilier de la demande à l'échelle mondiale, étaient artificiellement gonflées par la bulle de l'immobilier. Pourtant, lorsque le marché de l'immobilier aux États-Unis a entamé sa chute à la fin 2005 et que la première vague de problèmes a déferlé sur les marchés financiers en juillet 2007, les marchés des actions et des produits de base ont tenu le coup. Malgré les prévisions de ralentissement de l'économie américaine, les investisseurs ont continué de croire fondamentalement que l'économie du reste du monde pourrait surmonter la crise. Leur confiance était fondée sur l'hypothèse que la croissance des marchés émergents allait continuer sur son élan et qu'on allait réaliser les plus gros bénéfices que la mondialisation ait à offrir.

C'est cette croyance qui a soutenu les marchés pendant la seconde moitié de 2007 et pendant une bonne partie de 2008, avant que ceux-ci ne s'effondrent en l'espace d'un mois, entre la mi-septembre et la mi-octobre 2008. La crise du secteur bancaire a orienté les investisseurs dans le sens de l'opinion générale considérant que les risques d'une récession américaine majeure avaient augmenté. Lorsque les marchés des actions sont devenus volatiles, cette opinion s'est renforcée, tout comme l'idée que l'économie mondiale n'échappera pas au ralentissement. L'effondrement du prix des produits de base s'en est suivi.

portant un coup d'autant plus rude à la valeur des actions. Ce cycle rapide et vicieux a eu de très fortes répercussions sur la richesse des foyers et la trésorerie des entreprises. La crise financière a également apporté son lot de difficultés en gelant les crédits. Toutefois, le plus gros coup est sans doute celui qui a été porté à la confiance des consommateurs et des investisseurs dans le monde entier. La baisse de confiance a créé son propre cercle vicieux, car la réduction des dépenses des consommateurs a engendré la détérioration des bilans et a forcé les entreprises à économiser sur les salaires et les emplois. Cela a mené à la baisse mondiale des demandes et des échanges.

L'économie du Canada n'est certainement pas immunisée contre l'effondrement mondial des échanges. On prévoit une baisse du volume réel des exportations de près de 11 % cette année, suivant une baisse de 4,7 % en 2008. La hausse des prix ne fait qu'aggraver la chute des échanges. La moyenne des prix du pétrole cette année serait de moins de la moitié de la moyenne des prix de 2008 qui était de 100 $US le baril, et le prix des produits de base connaîtrait une chute incroyable de 29 %! De plus, le coût des importations a subi une hausse très marquée en raison de la forte dépréciation du dollar au cours du dernier trimestre de l'année dernière. La balance commerciale nominale enregistrerait donc une baisse phénoménale de 65 milliards de dollars en 2009, montant équivalant à 4,2 % du PIB nominal.

La confiance des entreprises au Canada avait d'abord été ébranlée par la chute des marchés des actions et l'inquiétude concernant le ralentissement économique mondial, puis la forte chute des revenus et des profits nominaux issus des échanges a fini par totalement paralyser les investissements des entreprises. L'effondrement des revenus au deuxième semestre de 2008 a entraîné des compressions budgétaires qui retardent le développement des sables bitumineux et le forage classique. De plus, l'achèvement d'un certain nombre d'importants projets de construction de bâtiments commerciaux et de bureaux, ainsi que la perte de tout enthousiasme pour les nouveaux projets causeront la baisse du nombre de constructions qui ne sont pas liées à l'énergie. Les incitatifs fiscaux ne suffiront pas non plus à motiver les fabricants en difficulté à investir dans de nouveaux outils et machines. Le total des investissements réels des entreprises subirait une baisse record de 14 % cette année, et l'on prévoit seulement une modeste reprise pour 2010.

Les entreprises canadiennes ont non seulement réduit de façon spectaculaire leurs investissements de capitaux, mais elles ont également réduit leurs effectifs. L'emploi a considérablement diminué au début de 2009, notamment dans les secteurs de la construction et de la fabrication, et les emplois à temps partiel ont pris la place d'emplois à plein temps en raison des mesures prises pour le recrutement. La confiance des ménages a elle aussi d'abord été entamée par la chute de la valeur des actions. Puis les pertes d'emploi et les perspectives d'emploi peu encourageantes ont fait leur effet, les dépenses des consommateurs ont alors fortement diminué à la fin de 2008 et au début de cette année. Même si l'on prévoit une faible reprise des dépenses au second semestre de 2009, les dépenses réelles des consommateurs resteront essentiellement inchangées cette année.

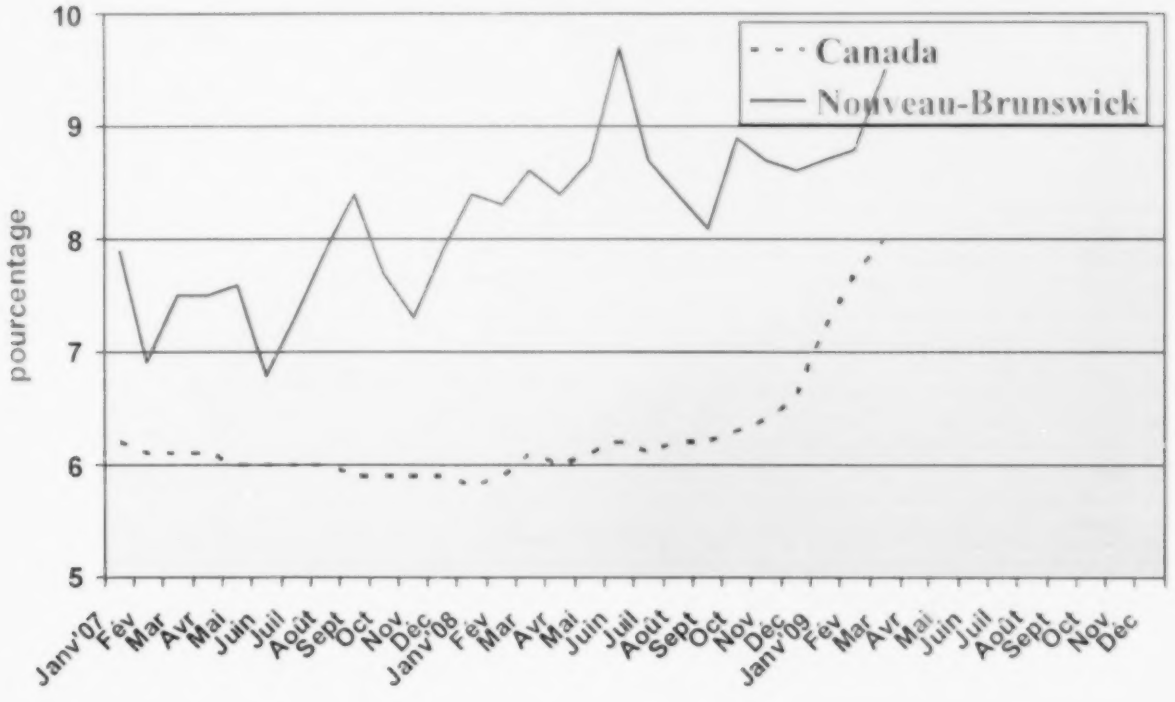
Il semblerait que l'engagement des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral à prendre des mesures de stimulation et à s'endetter lourdement soit le seul point positif dans les prévisions. Dans son budget présenté en janvier, le gouvernement fédéral s'engageait à dépenser sur deux ans environ 12 milliards de dollars en infrastructure, dépenses que les gouvernements provinciaux envisagent d'égaler.

Statistiques de la population active - mars 2009

Canada et les provinces

Au mois de mars, le taux de chômage au Canada était de 8,0 p. 100, 0,3 point de pourcentage de plus haut rapport au mois précédent et 1,9 point de pourcentage de plus haut par rapport au mois de mars 2008. Le taux de chômage de 9,5 p. 100 au Nouveau-Brunswick était 0,7 point de pourcentage de plus haut par rapport au mois précédent. Il était 0,9 point de pourcentage de plus haut que le mois de mars 2008, alors qu'il atteignait 8,6 p. 100.

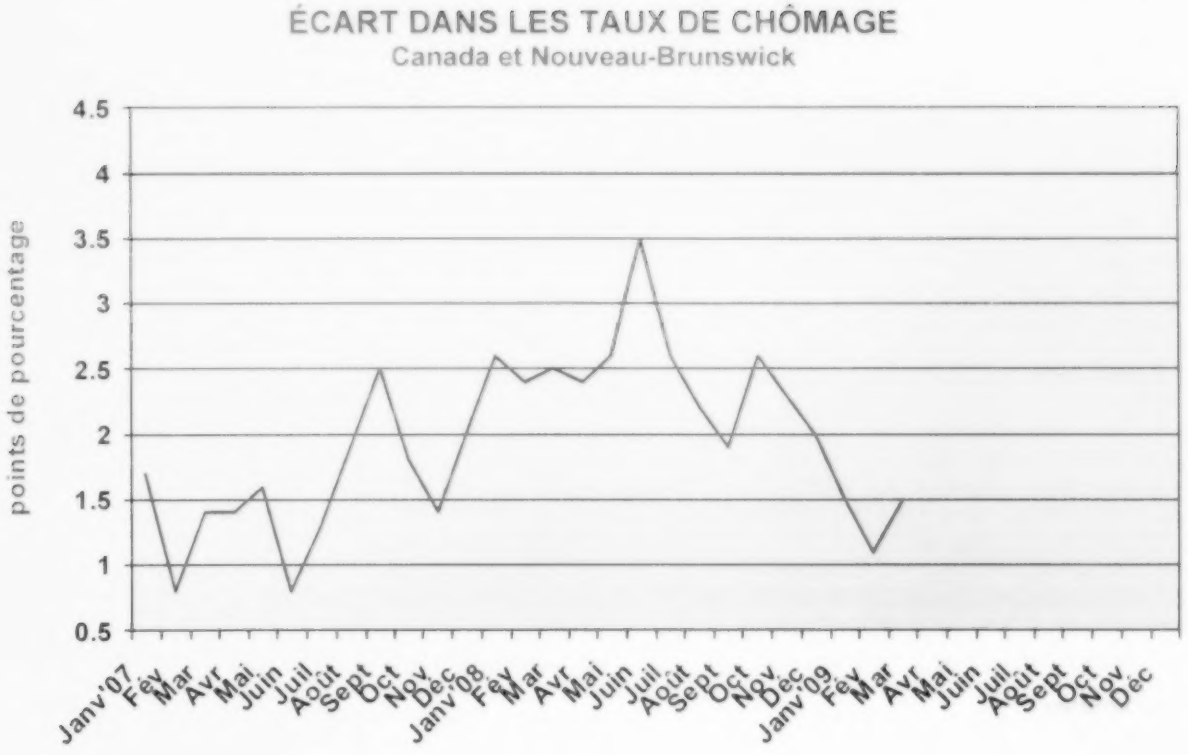
TAUX DE CHÔMAGE
Canada et Nouveau-Brunswick



Source: Statistique Canada

Canada et les provinces

L'écart entre le taux national et le taux provincial était de 1.5 point de pourcentage au mois de mars.



Source: Statistique Canada

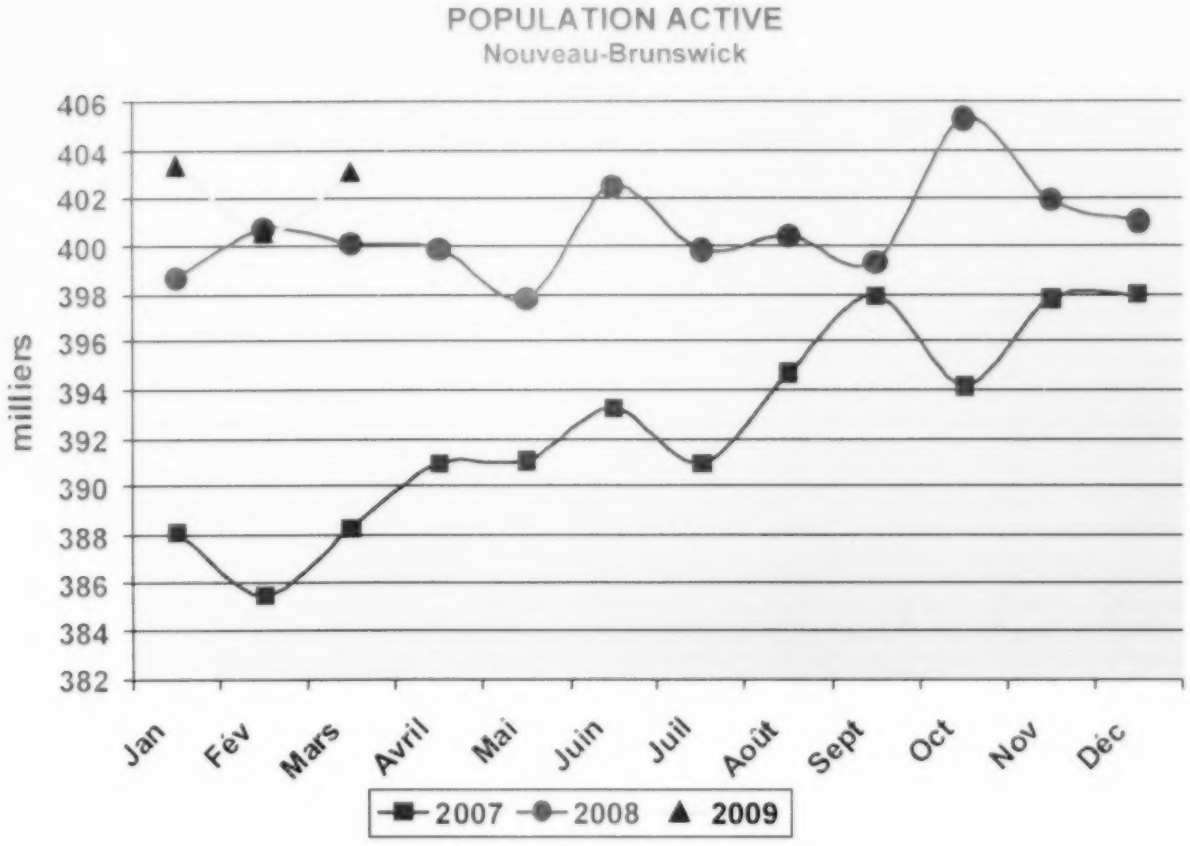
L'adresse du site Web de Statistique Canada a changé de nom pour http://www.statcan.gc.ca afin de se conformer à la Normalisation des sites Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le site Web de Statistique Canada a une nouvelle apparence, mais le contenu demeure toujours aussi fiable. Vous devrez mettre à jour vos signets et vos liens.

www.statcan.gc.ca

Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

Population active

La population active du Nouveau-Brunswick se situait à 403 100 en mars. Ce nombre représente une augmentation de 2 500 par rapport au mois précédent et représente une augmentation de 3 000 par rapport au mois de mars 2008.

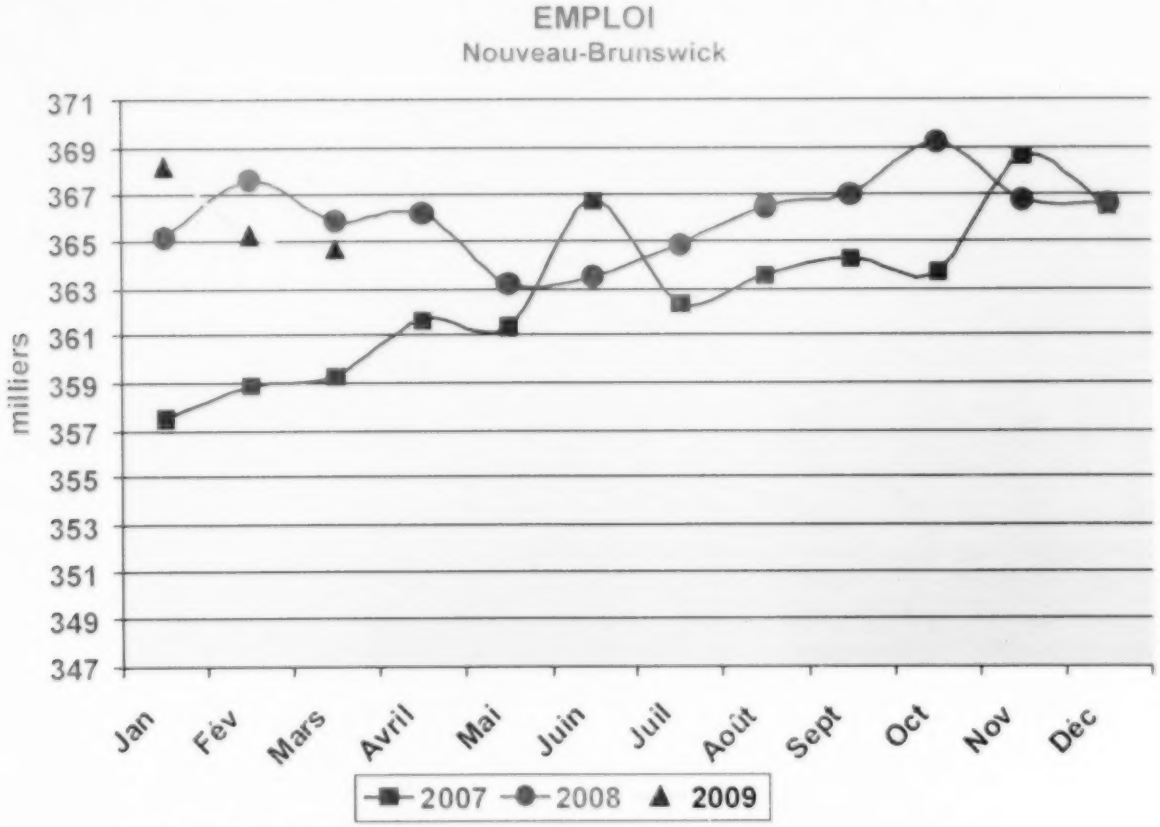


Source: Statistique Canada

Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

Emploi

Il y avait 364 700 personnes qui occupaient un emploi en mars. Ce nombre représente une diminution de 600 par rapport au mois précédent et représente une diminution de 1 200 par rapport au mois de mars 2008. La croissance de l'emploi d'une année à l'autre était de - 0,3 p. 100, comparé à la croissance au niveau national de - 1,5 p. 100.



Source: Statistique Canada

Nous vous invitons à consulter nos propres renseignements sur le marché du travail disponibles en ligne.

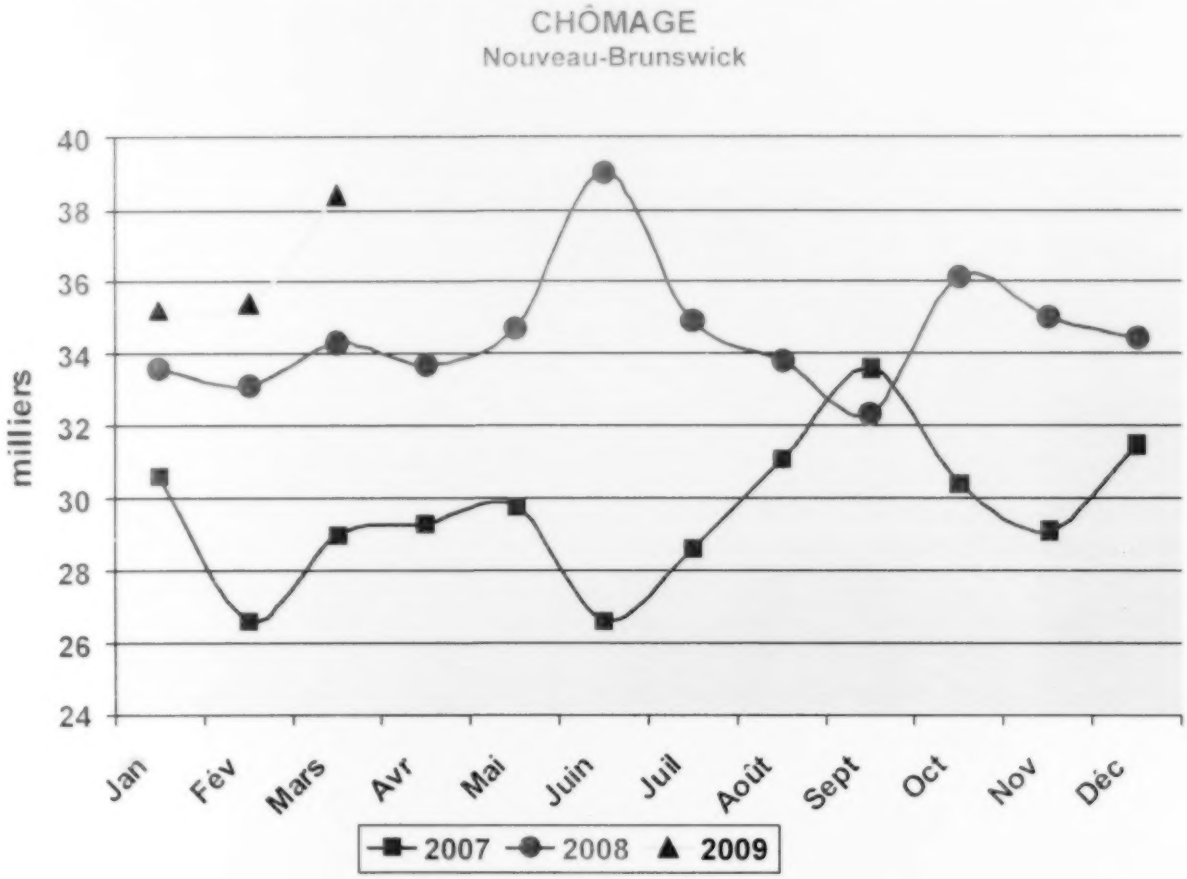
http://www.gnb.ca/travail

Éducation postsecondaire, Formation et Travail

Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

Chômage

Il y avait 38 400 personnes au chômage et qui se cherchaient un emploi en mars. Ce nombre représente une augmentation de 3 000 par rapport au mois précédent, et représente une augmentation de 4 100 par rapport au mois de mars 2008

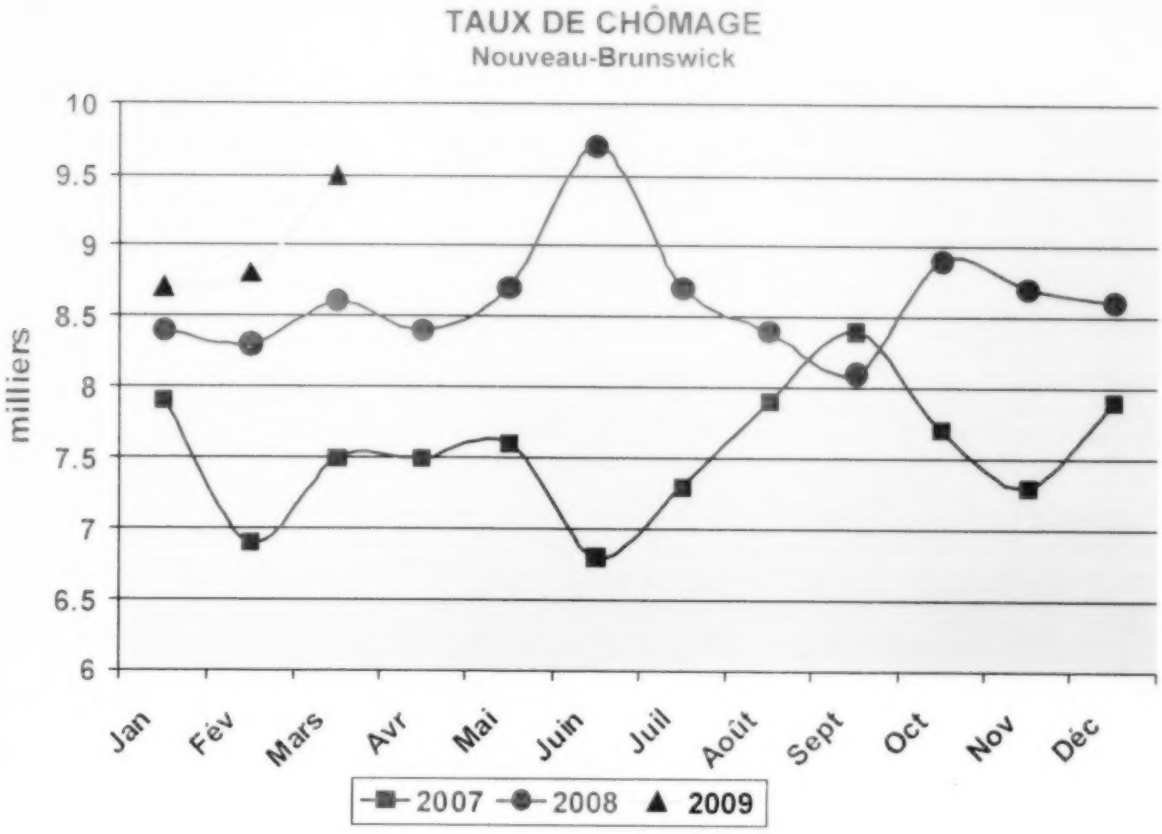


Source: Statistique Canada

Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

Taux de chômage

Le taux de chômage de 9.5 p. 100 au Nouveau-Brunswick était 0.7 point de pourcentage de plus haut par rapport au mois précédent et était 0.9 point de pourcentage de plus haut qu'au mois de mars 2008.



Source: Statistique Canada

Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

Régions

Statistiques Canada émet les statistiques sur la population active pour les régions économiques* sous forme de moyennes mobiles de trois mois de données réelles (et non de données désaisonnalisées)**

Régions économiques					
mars '09	**Nord-Est**	**Sud-Est**	**Sud-Ouest**	**Centre**	**Nord-Ouest**
Pop. Active (000)	71,4	110,5	95,7	70,2	43,4
Emploi (000)	58,4	101,4	89,4	64,1	38,4
Chômage (000)	13,0	9,1	6,4	6,1	5,0
Taux de chômage (%)	18,2	8,2	6,7	8,7	11,5

Source: Statistique Canada

Employment by Economic Regions (000's)				
	CDA* **	**mars '09**	**février '09**	**mars '08**
Nord-Est	59,2	58,4	58,5	65,4
Sud-Est	103,4	101,4	103,5	98,8
Sud-Ouest	89,0	89,4	89,1	87,0
Centre	65,0	64,1	65,0	64,5
Nord-Ouest	38,8	38,4	38,8	36,2

Source: Statistique Canada

Si on compare le mois de mars of 2009 au mois de mars of 2008, l'emploi a augmenté dans les régions économiques du Sud-Est (+2 600), Sud-Ouest (+2 400) et Nord-Ouest (+2 200) tandis qu'il a diminué dans les régions économique du Nord-Est (-7 000) et Centre (-400) de la province.

* Les cinq régions économiques sont : le Nord-Est (Comtés de Restigouche, Gloucester et Northumberland), le Sud-Est (comtés de Kent, Westmorland et Albert), le Sud-Ouest (comtés de Kings, Saint John et Charlotte), le centre du Nouveau-Brunswick (comtés de Queens, Sunbury et York), et le Nord-Ouest (comtés de Carleton, Victoria et Madawaska).

** Les données pour les régions ne peuvent pas être comparées avec les données pour toute la province à moins que ces dernières ne soient aussi reportées en moyennes mobiles de trois mois de données réelles. Cette manipulation des données a pour effet de minimiser les variations mensuelles, facilitant ainsi la prévision des tendances à plus long terme.

*** CDA = cumul de l'année

New Nouveau Brunswick

Analyse de l'industrie au Nouveau-Brunswick

La croissance de l'emploi sur une base annuelle a été la plus marquée dans les secteurs suivants * :

Administration publique (21,3 %) – En mars 2009, environ 28 600 personnes occupaient un emploi dans ce secteur (atteignant ex aequo le niveau record d'octobre 2008). Il s'agit du dix-neuvième mois consécutif que le niveau d'emploi mensuel enregistré était supérieur à celui du même mois de l'année précédente (il était considérablement plus élevé pour les 16 derniers mois). Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant 18 de ces mois. Cela laisse supposer que toutes les administrations gouvernementales de la province continuent d'avoir confiance en l'avenir de la province. Toutefois, la détérioration de la situation financière due au déclin de l'économie mondiale limitera la croissance dans ce secteur.

Construction (9,4 %) – En mars 2009, environ 25 600 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Il s'agit du premier mois depuis novembre 2008 durant lequel le taux d'emploi mensuel enregistré était plus élevé que celui enregistré pour le même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant 18 de ces mois (dont 15 mois pendant la période comprise entre mars 2007 et mai 2008, et seulement 3 mois après mai 2008). Après avoir été un important moteur de croissance de l'emploi pendant les 3 à 4 dernières années, ce secteur d'activité commence à montrer des signes de faiblesse.

Services éducatifs (9,4 %) – En mars 2009, environ 27 600 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Il s'agit du sixième mois consécutif durant lequel le taux d'emploi mensuel enregistré était plus élevé que celui enregistré pour le même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant 10 de ces mois. Le changement soudain de la situation de l'emploi dans ce secteur est imputable au déclin soudain de l'économie : la demande de services éducatifs a tendance à augmenter lorsque les perspectives d'emploi sur le marché du travail se dégradent.

La croissance de l'emploi a été plus faible sur une base annuelle dans ces secteurs ** :

Information, culture et loisirs * (-15 %)** – En mars 2009, environ 10 800 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Il s'agit du dixième mois consécutif durant lequel le taux d'emploi mensuel enregistré était plus bas que celui enregistré pour le même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant 10 de ces mois (la plupart de ceux-ci au cours de la deuxième moitié de 2007 et du premier trimestre de 2008), et le niveau d'emploi était identique sur une base annuelle pendant 3 autres mois.

Autres services (-13,1 %) – En mars 2009, environ 13 900 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Il s'agit du onzième mois consécutif durant lequel le taux d'emploi mensuel enregistré était plus bas que celui enregistré pour le même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant seulement 6 de ces mois (la plupart à la fin de 2007). Ce secteur montre donc des signes évidents de perte d'emplois.

Finances, assurances, immobilier et location à bail (-10 %) – En mars 2009, environ 14 600 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Il s'agit de la cinquième fois en six mois que le taux d'emploi mensuel enregistré était plus bas que celui enregistré pour le même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant seulement 9 de ces mois. Ce n'est pas étonnant puisqu'il s'agit du secteur le plus touché par le resserrement mondial du crédit qui a débuté aux États-Unis.

*Cela inclut les 3 meilleurs secteurs et tous les secteurs qui affichent une hausse de l'emploi équivalant à 10 % ou plus (durant les 12 derniers mois).

**Cela inclut les 3 pires secteurs et tous les secteurs qui affichent une baisse de l'emploi équivalant à -10 % ou plus (durant les 12 derniers mois).

*** On classe dans ce secteur les Technologies de l'information et de la communication (TIC).